



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté préfectoral n° 2025-48 /DCSE/BPE/IC du 24 décembre 2025
imposant des prescriptions complémentaires à la société LES CARRIERES D'ISLES LES
VILLENAY (CIV) pour son installation de stockage de déchets inertes exploitée au lieu-dit
« Les Murs Blancs » sur le territoire de la commune d'Isles-lès-Villenoy (77450)**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 512-7 et suivants, ainsi que ses articles R. 512-46-1 et suivants ;

VU la loi n° 2000-3321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 pris pour l'application de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement et autorisant la société CIV à exploiter une installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Isles-lès-Villenoy au lieu-dit « Les Murs Blancs » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25/BC/095 du 07 novembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

VU le dossier de porter-à-connaissance transmis le 28 mars 2024 par la société CIV, complété les 9 avril 2024 et 29 octobre 2025, sollicitant une prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée au lieu-dit « Les Murs Blancs » à Isles-lès-Villenoy (77450) ;

VU le rapport n° E/25-2883 du 15 décembre 2025 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France relatif au dossier de porter à connaissance susvisé ;

VU la transmission en date du 15 décembre 2025 du projet d'arrêté préfectoral à la société CIV et l'invitant à formuler ses observations éventuelles sous un délai de 15 jours ;

VU l'absence d'observations de la société CIV sur le projet d'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDÉRANT la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit « Les Murs Blancs » sur territoire de la commune d'Isles-lès-Villenoy, initialement autorisée pour une durée de 11 ans par l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 susvisé, soit jusqu'au 30 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'à fin octobre 2025, l'installation de stockage de déchets inertes a réceptionné seulement 468 000 tonnes de déchets inertes sur les 1 031 000 tonnes autorisées, compte tenu :

- de la mise en service fin 2017 de l'installation, soit environ 3 ans après la notification de l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 susvisé ;
- de facteurs conjoncturels externes défavorables (pandémie de Covid-19 et ralentissement économique observé depuis 2022 sur le secteur d'activité de la construction et des chantiers immobiliers), ayant entraîné une réduction du volume de déchets inertes produits par rapport aux quantités attendues ;

CONSIDÉRANT qu'à fin octobre 2025, la quantité de matériaux restant à apporter sur le site est de 563 000 tonnes ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 limite la cadence d'apport de déchets inertes à 140 000 tonnes/an ;

CONSIDÉRANT que pour respecter cette cadence d'apport maximale autorisée, l'exploitant sollicite une prolongation de la durée d'exploitation de 5 années, soit jusque fin 2030, comprenant la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de cette demande de prolongation de la durée d'exploitation, l'exploitant ne sollicite aucune modification des caractéristiques de l'installation (quantité totale de déchets inertes admis, cadence d'apport maximale, périmètre du projet, caractéristiques des déchets admis, modalités de réception et de contrôle des déchets inertes, caractéristiques du réaménagement final) ;

CONSIDÉRANT que la partie Sud du projet, la plus proche des habitations voisines, est laissée en culture agricole ;

CONSIDÉRANT que, selon l'exploitant, la modification n'induit pas de nouveaux impacts, notamment sur le trafic routier et les nuisances vis-à-vis des riverains, dans la mesure où la prolongation est sollicitée pour décaler dans le temps les apports sur le site, au regard d'une période d'inactivité équivalente ; les effets de l'exploitation seront identiques, mais décalés dans le temps ;

CONSIDÉRANT que, compte de ce qui précède, la modification demandée est jugée non substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer cette modification par arrêté préfectoral complémentaire, en application des dispositions de ce même article ;

CONSIDÉRANT que la modification envisagée ne nécessite pas de saisir le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier

La société LES CARRIERES D'ISLES LES VILLENVOY (CIV) (SIRET n° 968 202 382 00048), dont le siège social est situé 28 rue de l'Olivette à Isles-lès-Villenois (77450), est tenue au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 susvisé, modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Durée d'exploitation et remise en état

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/280 du 30 décembre 2014 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Article 3** : L'exploitation est autorisée jusqu'au 30 décembre 2030, comprenant la remise en état du site.

L'usage à prendre en compte dans le cadre de la remise en état du site est le suivant : usage agricole.»

Article 3 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'ISLES-LÈS-VILLENVOY et peut y être consultée.
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'ISLES-LÈS-VILLENVOY pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 – Exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire d'Isles-lès-Villenoy,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 24 décembre 2025

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Sébastien LIME

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire d'Isles-lès-Villenoy,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR – Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ladite décision à la juridiction administrative.